

JOAQUIN ALMUNIA

Vice-président de la Commission européenne

Je voudrais tout d'abord remercier Antonio, Thierry ainsi que les organisateurs de cette conférence de m'avoir invité à nouveau à participer à ces débats.

Sommes-nous en train de sortir de la crise? C'est bien évidemment une question pertinente mais la réponse dépend aussi de qui l'on interroge. Si on pose cette question à la plupart des citoyens européens, ils vont probablement répondre que la crise est en train de s'approfondir. L'opinion publique souffre actuellement des conséquences de la crise, même si pas au même niveau dans tous les pays de l'Europe. Il y a des différences importantes. Le taux de chômage de l'Autriche, des Pays-Bas ou de l'Allemagne est probablement plus bas maintenant qu'avant le début de la crise. Par contre, le taux de chômage de mon pays, l'Espagne, ou de la Grèce dépasse les 25 %. Il y a également beaucoup de tensions sociales dues aux conséquences de la destruction de valeur économique qui est en train de se produire dans une partie de nos économies et de nos pays.

Il y a trois raisons principales derrière cette opinion publique négative. D'abord, les Européens considèrent qu'on a importé en Europe une crise qui a son origine aux Etats-Unis, dans le système financier en tout cas. On pense aussi que les responsables principaux de cette crise ne contribuent pas assez à résoudre les problèmes qu'ils ont créés. Et, que de « Bruxelles » – cette entité lointaine que les citoyens imaginent dotée de tous les pouvoirs – on donne des recettes, des recommandations, on s'accorde sur des politiques économiques, d'ajustement et d'austérité qui ne résoudront pas la crise en réalité.

Il faut bien reconnaître que ces points de vue existent. Quand on parle à des observateurs extérieurs, ils évoquent souvent la critique logique de la difficulté de prendre des décisions par les institutions européennes. Nous en avons parlé ce matin encore. De telles critiques sont adressées aux responsables européens, aussi bien aux institutions communes qu'aux gouvernements nationaux. J'entends aussi souvent cette affirmation: « Vous avez posé un très mauvais diagnostic de la crise, alors vous ne pouvez pas trouver les réponses réelles parce que votre diagnostic n'était pas correct. » Mario Monti vient d'ailleurs de se référer à ce diagnostic et à tout le problème lié aux équilibres budgétaires qui ne sont pas corrects dans certains pays. Ces pays doivent travailler encore plus pour sortir de la crise.

Il y a aussi cette tendance des Européens et des divers cercles politiques de regarder leur intérêt individuel et de ne pas suffisamment regarder au-delà de nos frontières. C'est ce que l'on appelle la « Inward Looking Europe » : comme nous avons beaucoup de problèmes de croissance ou d'emplois, nous ne nous occupons pas assez de ce qui se passe à l'extérieur. Sur le long terme, cela nous amène à perdre de vue les enjeux globaux, la concurrence des pays tiers, leur compétitivité accrue. Et cela pose un risque important pour notre avenir car l'Europe ne peut jouer à échelle mondiale que si son marché intérieur est renforcé, rendu plus compétitif, et que si l'Union européenne sort de cette crise plus forte et unie.

Malgré cette opinion publique qui penche vers le négatif, nous qui travaillons chaque jour à l'intérieur des institutions européennes sommes plus optimistes. Pourquoi ? Parce que je crois sincèrement que nous avons fait beaucoup de choses, malgré la difficulté de prendre les décisions que j'ai évoquée tout à l'heure. En fait, nous avons pris de très nombreuses décisions, certaines vitales pour l'avenir de l'Europe, comme celles sur la régulation du secteur financier. Nous avons entamé beaucoup de réformes, pas seulement dans les comptes publics de certains Etats membres, mais aussi des réformes structurelles qui avaient été retardées avant la crise. Nous avons pris des décisions importantes pour renforcer notre gouvernance et pour nous munir des instruments nécessaires et qui n'étaient pas là au début du projet de l'Union économique et monétaire.

Comme l'a dit Herman van Rompuy, nous travaillons sur le moyen et le long terme avec nos feuilles de route pour l'union économique et monétaire et le Blueprint que la Commission européenne a adopté la semaine dernière pour appuyer les idées du Président du Conseil. Nous allons essayer de convaincre les chefs d'Etat et de gouvernement la

semaine prochaine d'adopter une vision à moyen et long terme afin de mieux définir les décisions correctes dans les prochains mois et dans les prochaines années.

Nous travaillons beaucoup mieux que nous ne travaillions au début de la crise, et l'on commence à voir des résultats positifs. Là où nous avons demandé des efforts et des sacrifices importants, on voit aussi les réactions. C'est là le défi le plus grand de l'Europe – affronter les problèmes, faire face aux réactions et sortir de la crise plus forts qu'avant.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'ignorer les dommages collatéraux dont parlait Antonio Vitorino plus tôt. Il y a notamment des poussées nationalistes que nous ne devons pas encourager, surtout que dans certains Etats membres elles semblent s'exacerber. On observe d'ailleurs un peu partout à travers l'Europe, des réactions défensives, nationalistes, du « chacun pour soi ». Cela est vrai non seulement pour les grandes décisions futures, pour les grandes réformes des traités ou les grands projets pour mutualiser la dette publique, qui ont une importance politique énorme. Pour ces questions majeures il est quasi-logique de ne pas recevoir des réponses positives de tous les Etats membres dès la première fois que la question est mise sur la table de négociation.

Mais je vois, au niveau de mes responsabilités directes en tant que commissaire chargé de la concurrence, ces réactions défensives se traduire aussi par des marches arrière sur certains aspects acquis du marché intérieur. C'est un phénomène extrêmement préoccupant. Si la sortie de la crise – qui durera en tout cas des années – est accompagnée de marche arrière dans le domaine de politiques qui étaient intégrées et communautarisées avant la crise, nous aurons perdu la bataille. Il n'y aura pas de gagnants et de perdants, nous serons tous perdants, à échelle européenne. Je n'ai pas de doute quant à ce point.

Ce risque de marche arrière est apparent dans les systèmes financiers et se traduit, par exemple, par des risques de re-nationalisation de certains régulateurs financiers dans certains Etats membres de la zone euro. Il se traduit aussi par des risques de re-nationalisations des investissements financiers que l'on voit dans les pays de la zone euro, avec notamment des spreads qui sont trop élevés, et qui ne représentent pas les risques réels de chacun des pays. Avant la crise, ces spreads étaient trop bas, ils ignoraient les risques, maintenant ils sont trop élevés et détachés de la réalité.

Ces tensions sur les marchés financiers démontrent que les acteurs de marché ont encore le sentiment qu'il y a un risque de rupture de la zone euro. Ce risque de rupture peut enclencher à son tour une marche arrière dans le fonctionnement des marchés et des flux financiers au sein du marché intérieur. Et un tel retour en arrière serait désastreux pour nous.

Un autre secteur où j'entrevois aussi certaines marches arrière est celui de l'énergie où l'on devrait, au contraire, tous promouvoir une intégration croissante. On voit par exemple des tentatives de re-nationalisation des stratégies énergétiques ou des aides d'Etat pour soutenir certaines énergies ou secteurs.

Je vois aussi ces risques de re-nationalisation dans le secteur des télécommunications. On me demande, en tant que commissaire à la concurrence, de tenir compte du marché global pour autoriser certaines opérations de fusion. Mais en même temps la réalité est que les grands opérateurs continuent à être très fiers de soutenir les régulateurs nationaux qui créent des règles nationales et empêchent l'élimination des barrières dans le marché intérieur. Cela empêche l'utilisation à niveau européen d'un marché de télécommunications à dimension nécessaire pour avoir des acteurs puissants et avec une vraie vision du futur.

Or, ces secteurs sont d'une importance primordiale pour l'Europe car ils sont parmi les secteurs les plus porteurs de croissance. C'est pour cette raison que nous devons abolir les obstacles qui existent et finaliser le marché intérieur dans ces domaines. Ces marches arrière dont je viens de parler n'ont pas lieu d'être.

Il y a donc maintenant la nécessité d'une clarification urgente. On ne peut pas attendre les prochaines élections européennes. On ne peut même pas attendre les prochaines élections allemandes. C'est maintenant qu'il faut essayer de clarifier certaines incertitudes qui vont nous empêcher de sortir plus rapidement de la crise. Il y a des risques dans les pays de la périphérie de la zone euro par les ajustements qui sont en train d'avoir lieu, nécessaires mais qui ne

donnent pas les résultats attendus. Il y a des tensions, pas seulement économiques et en termes de niveau de chômage, mais aussi des tensions sociales et des risques politiques.

Nous avons besoin de faire avancer une vision commune de la façon de distribuer les efforts d'ajustement et les réformes à l'intérieur de la zone euro. Nous ne pouvons pas continuer jusqu'en 2015 ou 2016 avec la même situation que celle que nous sommes en train de vivre depuis qu'a commencé la crise de la dette publique au début de 2010.

Il faut utiliser la campagne électorale européenne de 2014 pour organiser un débat démocratique et associer les citoyens européens de la façon la plus efficace possible à ce débat. On ne peut pas accepter qu'une des conséquences négatives de la crise soit la perte d'appui pour l'idée d'intégration européenne comme facteur de progrès, de renforcement de nos libertés, de consolidation des démocraties en Europe. Nous ne devons pas permettre que la crise entraîne de telles conséquences.

Au contraire, il faut compléter l'union économique et monétaire, il faut renforcer le marché intérieur, il faut renforcer la voix européenne pour avoir une influence dans la mondialisation. On ne peut pas se plaindre de la mondialisation et essayer en même temps de diviser chaque fois plus la réponse des pays européens face à nos interlocuteurs des grands pays émergents ou d'autres grands pays industrialisés. Il faut réfléchir, comme l'a fait aujourd'hui Sylvie Goulard lors du débat pendant le déjeuner, à un vrai approfondissement de la qualité de la démocratie européenne.

Il n'y a pas de déficit démocratique dans un espace où il y a un Parlement élu directement par les citoyens européens et une Commission qui répond chaque semaine face à ce Parlement qui est le représentant démocratique de tout le peuple européen, à part les représentants de chacun des citoyens nationaux dans le gouvernement des Etats membres. Mais il faut reconnaître que le système actuel ne fonctionne pas parfaitement. Il y a beaucoup de choses à améliorer pour pouvoir dire à nos citoyens que les décisions, même les décisions difficiles qui doivent être adoptées au niveau européen, sont de la même qualité démocratique que les décisions adoptées par un parlement national. On ne peut pas donner aux parlements nationaux des responsabilités qu'ils ne pourraient traduire dans des réponses efficaces. Il faut donc donner aux institutions européennes le même niveau de qualité démocratique que l'on a toujours accordée à nos institutions nationales.

Merci.